



Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 24 mai 2013

truthdig.com

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Pour écrire notre livre *Days of Destruction, Days of Revolt* (Jours de destruction, jours de révolte), Joe Sacco et moi avons passé deux ans à enquêter sur les endroits les plus pauvres des États-Unis. Nous sommes allés dans les « misérables zones sacrifiées » de notre pays – les premiers endroits obligés de s’agenouiller devant la dictature des marchés – pour montrer ce qui arrive quand le capitalisme dérégulé et l’expansion économique illimitée s’en donnent à coeur joie.

Nous voulions montrer les conséquences de l’exploitation sans foi ni loi des multinationales sur les familles, les communautés et la nature. Nous voulions pourfendre l’idéologie régnante du mondialisme et du laissez-faire capitaliste en montrant ce que devient la vie quand les êtres humains et l’écosystème ne sont plus que des marchandises à exploiter jusqu’à ce qu’il ne reste plus rien ni personne. Et nous avons voulu mettre en lumière l’impuissance des institutions libérales et gouvernementales officielles autrefois capables de diriger mais qui n’ont plus aujourd’hui assez de pouvoir pour contrecarrer l’assaut des multinationales.

Ce qui s’est passé dans ces zones sacrifiées – les villes post-industrielles comme Camden, N.J., et Detroit, les mines de charbon de l’ouest de la Virginie où les compagnies minières ont fait exploser le sommet des montagnes, les réserves indiennes où le projet dément de l’expansion et l’exploitation économiques sans fin a causé ses premiers dégâts et la culture intensive où les travailleurs sont traités quasiment comme des esclaves – est en train de se propager au reste du pays. Ces zones sacrifiées sont tombées les premières. C’est maintenant notre tour.

Les multinationales font les lois. Elles contrôlent nos médias. Elles gèrent le théâtre politique des élections et imposent les programmes éducatifs. Le système judiciaire est à leur service. Elles ont détruit les syndicats et les autres organisations indépendantes de masse, et elles ont acheté le Parti Démocrate qui défendait autrefois les droits des travailleurs. Comme il n’y a plus de réformes au fur et à mesure des besoins – c’était le rôle principal des institutions libérales démocratiques – nous sommes laissés sans protection contre le pouvoir des multinationales.

La saisie secrète par le ministère de la Justice de deux mois de conversations téléphoniques entre des reporters et des rédactions de l’Associated Press est le dernier avatar d’une série d’assauts sans précédents contre nos libertés civiles. Le ministère de la Justice tentait de tracer le ou les officiels du gouvernement qui avaient transmis secrètement des informations à l’AP sur un complot visant à faire sauter un avion de voyageurs qui avait été

déjoué. Des informations enregistrées sur les téléphones des agences de l'AP de New York, Washington, D.C., et Hartford, Connecticut, ainsi que sur les portables et les téléphones fixes privés de plusieurs chefs de rédaction et reporters ont été confisquées. Cet incident, ajouté aux mesures comme l'emploi du Espionage Act contre les lanceurs d'alerte va porter un coup fatal à toutes les enquêtes indépendantes sur les abus du gouvernement et des multinationales.

La saisie des appels téléphoniques fait partie d'un effort plus large de l'État-entreprise pour faire taire tous ceux qui contestent la narrative officielle, la Novlangue étatique, et pour cacher au public le fonctionnement interne, les mensonges et les crimes de l'empire. La personne, ou les personnes, qui a transmis à l'AP de l'information classifiée sera, si elle est arrêtée, sûrement poursuivie en vertu de l'Espionage Act. Cette loi, quand elle a été promulguée en 1917, n'était absolument pas destinée à museler les lanceurs d'alerte. Et de 1917 jusqu'à la présidence d'Obama en 2009 elle a été utilisée seulement trois fois contre des lanceurs d'alerte, la première fois contre Daniel Ellsberg qui avait fait fuiter les Papiers du Pentagone en 1971. L'Espionage Act a été utilisé six fois par l'administration Obama contre des lanceurs d'alerte gouvernementaux comme Thomas Drake.

La violente persécution de la presse par le gouvernement – menée par un grand nombre d'agences gouvernementales liguées contre WikiLeaks, Bradley Manning, Julian Assange et des militants comme Jeremy Hammond – se combine avec l'emploi de la loi de 2001 autorisant à se servir de l'armée pour assassiner des citoyens étasuniens ; et avec l'emploi du FISA Amendments Act, qui légalise après coup ce que notre Constitution ne permettait pas autrefois : la surveillance et la mise sur écoute sans mandat de dizaines de millions de citoyens étasuniens ; et avec l'emploi de la Section 1021 du National Defense Authorization Act qui permet au gouvernement de se saisir de citoyens étasuniens, de leur retirer tous leurs droits et de les maintenir indéfiniment en détention. Toutes ces mesures prises ensemble sonnent le glas de presque toutes nos libertés civiles.

Une poignée d'oligarques internationaux du monde des affaires concentre tout – la richesse, le pouvoir et les privilèges – et le reste d'entre nous doit lutter pour survivre à l'intérieur d'une vaste classe de sous-citoyens de plus en plus pauvres et réprimés. Il y a des lois pour nous ; et d'autres lois pour une puissante élite qui fonctionne comme une mafia sans frontières.

Nous assistons impuissants au désastre. Le droit de vote ne nous sert à rien contre la puissance des multinationales. Les citoyens n'ont pas les moyens d'attaquer en justice les banquiers et les financiers de Wall Street pour fraude, ni les officiels de l'armée et des services secrets pour torture et crimes de guerre, ni les officiers de surveillance et de sécurité pour atteinte aux droits de l'homme. La réserve Fédérale n'a plus pour seule fonction que d'imprimer de la monnaie qu'elle prête aux banques et aux organismes financiers à 0% d'intérêt, pour que ces entreprises privées nous la prêtent ensuite à des taux usuraires qui vont jusqu'à 30%. Je ne sais même plus quel nom donner à ce système. Ce n'est certainement pas du capitalisme. C'est plutôt de l'extorsion. L'industrie fossile pendant ce temps saccage sans relâche l'écosystème pour faire du profit. La fonte de 40% des glaces de l'Arctique est une excellente affaire pour les multinationales. Elles s'y ruent pour en extraire les derniers restes de pétrole, de gaz naturel, de minéraux et de poissons, sans se soucier des soubresauts de la planète moribonde. Ces mêmes entreprises toutes puissantes qui nous régalent de feuilletons interminables en lieu et place d'informations dignes de ce nom, du dernier procès impliquant O.J. Simpson aux croustillants détails du procès pour meurtre de Jodi Arias, ont fait monter les taux de dioxyde de carbone dans

l'atmosphère à plus de 400 parts par million. Elles nous fascinent avec leurs hallucinations électroniques pendant que nous tombons, paralysés par la terreur à l'instar des marins d'Ulysse, de Charybde en Scylla.

On ne trouve rien en 5000 ans d'histoire économique pour justifier la croyance que les sociétés humaines doivent adapter leur conduite aux fluctuations du marché. C'est une idéologie aussi absurde qu'utopique. Les promesses désinvoltes de l'économie de marché se sont toutes révélées mensongères. Les entreprises ont délocalisé réduisant à néant notre capacité de production. Les salaires ont baissé, appauvrissant la classe laborieuse et ravageant la classe moyenne. Des secteurs entiers de la population - y compris les étudiants - ont été obligés de contracter des emprunts qu'ils mettront des décennies à rembourser. Des paradis fiscaux se sont créés permettant à des compagnies comme General Electric de ne pas payer d'impôts. Les multinationales emploie une main d'oeuvre esclavagisée au Bangladesh et en Chine et en tirent des profits obscènes. Elles aspirent les dernières ressources des communautés et du monde naturel en laissant derrière elles, comme Joe Sacco et moi avons pu le constater dans les zones sacrifiées, des humains en grande souffrance et des paysages morts. Plus la destruction est importante, plus l'appareil s'emploie à écraser la protestation.

Plus de 100 millions d'Étatsuniens - un tiers de la population - vit sous le seul de pauvreté et de ce qu'on appelle « quasi-pauvreté ». Pourtant le sort de ces pauvres ou quasi-pauvres et leurs souffrances sont rarement évoqués par les médias aux mains des multinationales - Viacom, General Electric, News Corp. de Rupert Murdoch, Clear Channel et Disney. Les souffrances des sous-citoyens, tout comme les crimes de l'élite pervertie, sont passés sous silence.

Dans la réserve des Indiens Dakota à Pine Ridge, S.D., le second comté le plus pauvre des États-Unis, l'espérance de vie d'un homme est de 48 ans. C'est la plus basse espérance de vie de l'hémisphère occidental en dehors de Haïti. Près de 60% des maisons de Pine Ridge, dont la plupart sont des huttes en tourbe, n'ont pas d'électricité ni d'eau courante ni d'isolation ni d'égouts. Dans les vieux camps miniers du sud ouest de Virginie, l'eau, l'air et le sol sont si empoisonnés que le cancer y est endémique. Il n'y a pas de travail. Et les montagnes Appalaches d'où provient l'eau d'une grande partie de la côte est, sont parsemées d'énormes bassins artificiels remplis de métaux lourds et de boues toxiques. Pour pouvoir respirer les enfants vont à l'école avec des inhalateurs. Les habitants, coincés à l'intérieur de villes en ruine, souffrent d'une misère et d'une violence assortie d'emprisonnements de masse si grandes qu'ils sont brisés émotionnellement et psychologiquement. Et les travailleurs agricoles de la nation, qui n'ont droit à aucune protection légale, sont souvent obligés de travailler sans être payés, comme des serfs. Voilà comment se décline l'épouvantable domination des multinationales. C'est ce qui nous attend tous. Dans cette course accélérée vers l'abîme, nous finirons tous serfs ou esclaves.

Il faut se rebeller. Même si nous échouons, même si nous ne réussissons pas à vaincre les forces d'exploitation du capital, nous aurons au moins sauvé notre dignité en tant qu'être humains. Nous aurons défendu ce qui est sacré. Se rebeller c'est entrer en résistance permanente. C'est résister comme Bradley Manning et Julian Assange, comme Mumia Abu-Jamal, le journaliste radical à qui Cornel West, James Cone et moi avons rendu visite en prison la semaine dernière à Frackville, Pa. C'est refuser de céder à la peur. C'est refuser de s'avouer vaincu, même si comme Manning et Abu-Jamal, on vous met en cage comme un animal. C'est dire non. Etre en sécurité, être « innocent » aux yeux de la loi à cette époque de l'histoire, c'est se rendre complice d'un mal diabolique. Quand il a écrit son poème de

résistant, « Si nous devons mourir », Claude McKay savait que les Afro-américains qui s'opposaient à la suprématie blanche n'avaient quasiment aucune chance, mais il savait que résister à la tyrannie sauve nos âmes. Et il a écrit :

Si nous devons mourir – que ce ne soit comme porcs
Traqués parqués dans un coin déshonorant
Alors qu'autour de nous, les chiens affamés,
Se moquant de notre sort maudit, aboient de rage.
Si nous devons mourir, – oh, que ce soit dignement,
Que notre sang précieux ne soit pas versé
En vain ; car, s'ils sont obligés d'honorer
Notre mort, nous défierons même des monstres !
Oh, mes Frères ! Affrontons notre ennemi commun ;
Bien que beaucoup moins nombreux, soyons courageux,
Et à leurs multiples coups répondons d'un coup fatal !
Qu'importe si devant nous s'ouvre une tombe ?
Comme des hommes, nous braverons la lâche meute meurtrière
Dos au mur, mourants, mais en se défendant !

Il est temps de construire des mouvements de masse radicaux qui s'opposent sans concessions aux centres officiels de pouvoir. Il est temps d'employer le langage brut de la rébellion ouverte et de la lutte des classes. Il est temps de marcher au son de nos propres tambours. La loi a toujours été un outil très imparfait pour obtenir justice, comme le savent les Afro-américains, mais aujourd'hui elle est toute entière au service des puissances d'argent qui nous oppriment ; elle est devenue l'arme de l'injustice. Ce sont les grandes entreprises qui nous contrôlent qui ont déclaré la guerre. Pas nous. Si nous nous révoltons nous serons qualifiés de criminels. Nous serons repoussés dans l'ombre. Mais si nous ne nous révoltons pas, nous ne pourrons plus prononcer le mot « espoir ».

Dans son livre *Moby Dick*, Herman Melville a imaginé le diabolisme du capitalisme global. Nous sommes tous à bord du navire maudit, Pequod, dont le nom est celui d'une tribu indienne éradiquée par génocide, et Achab est aux commandes. « Tous les moyens que j'emploie sont sains », dit Achab, « mes motivations et mon but sont fous ». Nous voguons compulsivement vers l'auto-destruction et ceux qui nous dirigent même s'ils voient ce qui nous attend, n'ont plus la capacité ni la volonté de l'empêcher. Ceux, sur le Pequod, qui avaient une conscience, comme Starbuck, n'ont pas eu le courage de s'opposer à Achab. Ce sont les habitudes, la lâcheté et l'arrogance qui ont causé la perte du bateau et de son équipage. Nous devons écouter Melville. Et nous soulever ou mourir.

Note :

*.... « Lundi l'AP a révélé que les enregistrements téléphoniques saisis par la justice pouvait impliquer 100 employés qui ont utilisé les lignes de téléphones sur lesquelles porte l'enquête – qui semble ne concerner qu'une seule information de l'AP datant du 7 mai 2012 selon laquelle la CIA avait déjoué un complot d'Al-Qaida dans la péninsule arabique visant à faire exploser en vol un avion de voyageurs en route pour les États-Unis. Pourtant il s'est avéré plus tard que le complot était en réalité un piège monté de toutes pièces par la CIA. Comme l'a récemment confirmé le directeur de la CIA, John Brennan, « Nous avons le contrôle du complot qui n'a jamais représenté une menace pour le public étasunien. »

Alors pourquoi l'administration Obama cible-t-elle des reporters et des chefs de la rédaction qui ont travaillé sur une nouvelle qui selon l'aveu même de la CIA n'avait rien à voir avec un réel danger pour la sécurité nationale ? « Il y a une guerre plus large contre [ceux qui

révèlent] des informations » a répondu Radack. « Les lanceurs d'alerte, les hackers et tous les dissidents. C'est une attaque en règle contre ceux qui contrôlent l'information ».

Chris Hedges

Pour consulter l'original : http://www.truthdig.com/report/item/rise_up_or_die_20130519/?In

► http://www.truthdig.com/report/item/rise_up_or_die_20130519/++cs_INTERRO++In

Traduction : Dominique Muselet sauf le poème traduit par Jean-Pierre Balpe.

<http://www.rollingstone.com/politics/news/whats-at-stake-when-the-depa...>

et/ou : <http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/05/14/l-agence-ap-accuse-...>

La source originale de cet article est [truthdig.com](http://www.truthdig.com)

Copyright © [Chris Hedges](http://www.truthdig.com), [truthdig.com](http://www.truthdig.com), 2013

Articles Par : [Chris Hedges](http://www.truthdig.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca